

Visite d'une délégation de la Francophonie pour évaluer la situation au Burundi

@rib News, 21/11/2017 â€“ Source Xinhua Burundi : Les choses Ã©voluent positivement mÃªme s'il y a beaucoup de choses Ã faire encore (APF) Une dÃ©lÃ©gation de l'AssemblÃ©e Parlementaire de la Francophonie (APF) qui vient de clÃ¢turer sa visite au Burundi, a indiquÃ© mardi que les choses Ã©voluent positivement au pays, mais qu'il y a beaucoup de choses Ã faire encore. [Photo : le prÃ©sident Nkurunziza a reÃ§u en audience mardi les membres de la dÃ©lÃ©gation de l'APF en visite au Burundi.]

"C'est la premiÃ¨re fois que je mets mes pieds dans votre pays, un pays que j'ai trouvÃ© trÃ¨s magnifique avec une nature extraordinaire et une population trÃ¨s travailleuse et calme. On a constatÃ© que dans le pays, des choses Ã©voluent positivement mais qu'on a beaucoup de choses Ã faire encore", a indiquÃ© Jacques Chagnon, chef de la dÃ©lÃ©gation et prÃ©sident de l'AssemblÃ©e Nationale du QuÃ©bec, Ã l'issue d'une rencontre entre la dÃ©lÃ©gation et le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza. Parmi les choses Ã faire encore, il a citÃ© le travail de rÃ©conciliation et celui de la recherche de la vÃ©ritÃ© qui, selon lui, "sont absolument incontournables pour un pays comme le Burundi qui a vÃ©cu depuis 50 ans les problÃªmes majeurs et qui doivent se cicatriser et faire en sorte que dans l'avenir on puisse vivre les uns avec les autres dans la tolÃ©rance". Il n'a pas voulu aller plus loin dans l'Ã©valuation de l'Ã©volution de la situation sur les droits de l'homme et de la situation politique en gÃ©nÃ©ral au Burundi indiquant tout simplement que, "l'APF fera le rapport aux membres de son Bureau au mois de janvier 2018". Il a fait savoir que la dÃ©lÃ©gation qu'il conduisait (des parlementaires de Madagascar, de la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo et du Cameroun) a pu visiter 9 des 18 provinces du Burundi, et rencontrer leurs gouverneurs, des autoritÃ©s morales, religieuses et politiques Ã travers tout le pays. Le porte-parole de la prÃ©sidence de la RÃ©publique, Jean Claude Karewa, a quant Ã lui indiquÃ© Ã la presse que la dÃ©lÃ©gation a cherchÃ© Ã auprÃ¨s du prÃ©sident les inquiÃ©tudes liÃ©es Ã la volontÃ© manifeste d'amender l'actuelle Constitution de la RÃ©publique qui risque de faire disparaÃ®tre l'Accord d'Arusha pour la Paix et la RÃ©conciliation du Burundi. Par rapport Ã ces inquiÃ©tudes, a dit le porte-parole, le chef de l'Etat leur a fait savoir que l'idÃ©e d'amender la Constitution a pris ses origines au sein des rÃ©unions des chefs des partis politiques et autres acteurs qui ont eu lieu deux fois, Ã Kayanza et Ã Gitega, et dans d'autres fora qui les ont suivies sans oublier les dÃ©sirs exprimÃ©s par la population dans le cadre de la Commission Nationale du Dialogue Inter-burundais. Cette dÃ©lÃ©gation de l'APF est venue au Burundi sur demande des parlementaires burundais qui ont sollicitÃ© cette visite pour que l'APF vienne constater elle-mÃªme la situation qui prÃ©vaut au Burundi aux niveaux politique et des droits de l'homme par rapport Ã 2015, annÃ©e oÃ¹ la crise que traverse le Burundi a commencÃ©. Sur ce, a indiquÃ© le porte-parole de la prÃ©sidence de la RÃ©publique, "le chef de l'Etat a demandÃ© Ã ses hÃ¢tes de produire le rapport tel qu'ils ont vu le pays pour Ã©viter Ã l'avenir des allÃ©gations diverses sur le Burundi".

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});